

ARBEITSGRUPPE

"HISTORISCHE STANDORTSBESTIMMUNG"VERTRAULICHP r o t o k o l lder Sitzung vom 16. März 1964Thema: "Ostkontakte"

Anwesende Mitglieder: Herren Minister Dr. A. Weitnauer (Vorsitz)
 Prof. E. Böhler
 Nationalrat P. Dürrenmatt
 Nationalrat Prof. W. Hofer
 Prof. H. Lüthy
 Nationalrat Prof. O. Reverdin
 Botschafter P. Rüeegg,
 Minister P. von Salis,
 Oberstkorpskdt. E. Uhlmann
 a. Nationalrat Dr. K. Wick

Entschuldigte Mitglieder: Herren Prof. E. Bonjour
 Prof. J. Freymond
 a. Bundesrat Dr. L. Lepori
 Prof. J.R. von Salis
 Nationalrat Prof. M. Weber

Andere Teilnehmer: Herren Bundesrat Dr. F. T. Wahlen
 Botschafter P. Micheli
 Dr. A. Lindt
 Minister Dr. R. Bindschedler
 Dr. A. Janner
 Dr. A. Hess
 Dr. R. Pestalozzi
 Dr. R. Hartmann
 D. Gagnebin
 J. Bourgeois,
 R. Bosshard,
 Dr. V. Frank

Minister Weitnauer dankt Herrn Bundesrat Wahlen für seine Teilnahme an dieser Sitzung.

M. Reverdin: Le sujet des contacts avec l'Est a, en Suisse, un caractère explosif, passionnel. L'issue de la votation populaire récente, dans le canton d'Argovie, sur la contribution financière de ce canton à l'Exposition nationale, est éloquente à cet égard. En Suisse romande et au Tessin, le problème n'est pas considéré dans la même perspective qu'en Suisse alémanique, encore que le point de vue du Tessin se rapproche plutôt de celui répandu au Nord du Gothard. Cette différence s'explique par l'expérience de l'époque hitlérienne qui toucha la Suisse alémanique de beaucoup plus près que la Suisse romande. Aujourd'hui aussi, le danger communiste est géographiquement plus proche de la Suisse alémanique. En Suisse romande, l'influence communiste s'exerce avant tout par l'entremise de notre voisin de l'Ouest, et plus particulièrement par les milieux intellectuels "gauchisants", ce qui explique une certaine mollesse, une certaine confusion aussi dans les réactions de la population romande; la crainte du communisme étant ressentie moins vivement, le débat se situe avant tout sur le plan intellectuel.

Le problème des contacts avec l'Est se pose sous deux aspects: celui de la politique étrangère et celui des relations humaines.

Pour notre politique de neutralité permanente, les contacts avec l'Est représentent un test d'universalité. Nous déprécions, en effet, notre neutralité si nous refusons ces contacts. L'objectivité qui résulte de notre neutralité et qui nous a valu de nombreuses missions internationales serait mise en cause.

Sur le plan commercial, nos échanges avec l'Est sont peu importants et ne prêtent guère à discussion. Nos traités de commerce avec les pays communistes ont été approuvés par les Chambres; il n'y eut que les clauses relatives à l'indemnisation des nationalisations qui firent l'objet de contestations.

Le postulat fondamental de l'universalité de nos relations avec l'étranger se retrouve aussi dans le débat sur l'intégration

- 3 -

européenne. Notre point de vue rejoint, à cet égard, celui de l'Angleterre, pour laquelle la solution continentale préconisée par le Général de Gaulle constitue un réel danger; elle ne peut conduire qu'à la perpétuation du rideau de fer.

L'expérience du mur de Berlin nous rappelle, elle aussi, la nécessité d'insister sur l'universalité de l'intégration européenne et de s'opposer à toute velléité d'hégémonie.

Les relations commerciales avec l'Est ont d'ailleurs aussi certaines vertus. D'abord, elles sont libres de toute contrainte. Mais elles peuvent servir également à prouver la qualité supérieure de nos produits, de notre travail. Pour les ouvriers des pays communistes, la comparaison entre les produits de l'Ouest et ceux de l'Est a une importance réelle. Il est significatif, par exemple, que les rotatives de l'organe officiel du parti communiste soviétique, la "Pravda", soient d'origine bernoise.

Ce ne sont donc pas les relations commerciales qui posent les plus grands problèmes. Aussi convient-il de dénoncer, à ce propos, l'intolérance inadmissible qui s'est manifestée dans certains milieux suisses alémaniques par la tentative d'empêcher la vente de certains produits importés de l'Est (Noël 1962: boules de Noël). C'est sur le plan culturel que le problème des contacts avec l'Est est réellement délicat. L'Ouest se trouve là dans un état d'infériorité apparente. La coexistence pacifique est entrée dans les faits et les esprits. La lutte idéologique se poursuit autrement qu'il y a dix ans. Aujourd'hui, la victoire idéologique sur l'Est ne peut plus être espérée. La reconquête des pays abandonnés au communisme n'est plus possible. La Hongrie a été, à cet égard, une épreuve de vérité. Dans l'Est également, l'idée d'une victoire totale du communisme n'est plus maintenue qu'en apparence.

Nous trouvons une situation analogue dans la France des 16e et 17e siècles. La division idéologique aboutit, à cette époque, à la guerre des religions, et comme aujourd'hui, la lassitude finale des parties donna naissance à l'idée de la coexistence pacifique des religions.

- 4 -

Hier comme aujourd'hui, la coexistence pacifique est la seule solution au conflit. Mais elle constitue aussi un défi que nous devons relever plus activement. Une attitude purement défensive ne témoigne que d'un manque de confiance en soi-même et de réalisme. Que cela nous plaise ou non, les frontières sont aujourd'hui largement ouvertes, grâce aux moyens de télécommunication collectif notamment. Aucun pays ne peut se barricader à l'époque de la télévision mondiale.

Arthur Koestler a émis l'opinion que, dans nos contacts avec l'Est, nous devons gagner du temps et ne rien faire d'irréversible. Le temps, en effet, travaille pour la paix, pour l'ouverture des frontières.

Nous devons relever le défi même si, sur le plan culturel, nous sommes en état d'infériorité. Les pays communistes poursuivent, en effet, une politique de présence cohérente, massive, organisée, qui n'est certes pas inefficace. Ils nous submergent de publications, souvent bien faites. Il y a là un effort systématique auquel seuls peut-être les Allemands opposent quelque chose de comparable. On peut faire la même constatation dans le domaine des sports.

En Suisse, quiconque veut se rendre dans un pays de l'Est est libre de le faire. Ce n'est pas en cherchant à entraver ces voyages que l'on fait oeuvre utile. Nous devons, au contraire, disposer d'un organisme qui soit en mesure de conseiller ceux qui se rendent derrière le rideau de fer. Il pourrait s'agir d'une fondation, Pro Helvétia par exemple, ou d'un service qui lui serait subordonné, voire même d'un service indépendant qui disposerait des moyens nécessaires pour prendre des initiatives pour envoyer, par exemple, des conférenciers dans les pays de l'Est. Pro Helvétia, il est vrai, a déjà pris des initiatives dans ce sens, mais les moyens dont elle dispose sont insuffisants. Une revision importante s'impose à cet égard, notamment si l'on compare les crédits de Pro Helvétia aux dépenses militaires dont l'efficacité n'est pas toujours établie.

- 5 -

Si nous voulons sérieusement exiger la réciprocité dans les échanges culturels avec l'Est, nous devons mieux organiser notre activité, notre présence. Il va sans dire que cela ne nous dispensera pas de faire preuve de la plus grande prudence; nous ne devons pas oublier, en effet, le cynisme et les ruses avec lesquels les pays communistes cherchent à exploiter ces échanges.

La plupart des Etats occidentaux sont d'ailleurs singulièrement actifs: il suffit de se rappeler, par exemple, les expositions américaine et françaises à Moscou. La nécessité dans laquelle se sont trouvées les autorités soviétiques de retirer certains livres de l'exposition française les a acculées à la défensive. De tels efforts doivent être entrepris, même si leur efficacité ne se manifeste pas du jour au lendemain.

Nous trouvons un autre moyen d'action efficace dans nos associations et fondations scientifiques qui pourraient, plus que par le passé, s'attirer la collaboration de savants de l'Est.

L'expérience réalisée par le "Journal de Genève" avec un journal polonais a, elle aussi, été concluante. Les six pages que le journal polonais a consacrées à la vie culturelle en Suisse ont rencontré un plus vif intérêt; l'édition en question s'est en effet vendue en 800'000 exemplaires. En Suisse, en revanche, les pages que le "Journal de Genève" avait consacrées à la Pologne ont passé presque totalement inaperçues.

M. Reverdin eut l'occasion de donner en Pologne une conférence sur les relations Est-Ouest. On lui objecta: "La barrière, c'est la vôtre". En guise de réponse, M. Reverdin pria son interlocuteur de comparer le prix d'un passeport suisse - qui est symbolique - et celui d'un passeport polonais, qui équivaut à 900 francs suisses. La seule possibilité de faire de telles remarques vaut le déplacement. Les journaux suisses ne sont importés en Pologne qu'en quantités minimales: le "Journal de Genève" (50 exemplaires), la "Gazette de Zurich" (25 exemplaires) et "La Voix ouvrière" représentent pratiquement seuls notre presse en Pologne.

- 6 -

Dans la plupart des métiers, il suffit de mettre en contact les semblables pour leur faire trouver un langage commun.

L'identification de l'Ouest à tout ce qui est bien et de l'Est à tout ce qui est mal est une tragique simplification. Cette simplification peut avoir sa raison d'être en cas de guerre; mais en dehors de ce cas extrême, et notamment dans un pays pratiquant une neutralité universelle, elle est inadmissible et indigne d'hommes libres.

Il y a un fait fondamental à considérer: de part et d'autre, nous avons à faire à des hommes. Un régime politique ne peut pervertir un peuple tout entier. Les exemples de la Pologne et de la Hongrie prouvent qu'il y a un besoin de contact réel chez les vieux, un besoin d'expansion chez les jeunes, un besoin de liberté partout. L'individualisme du peuple polonais repose sur une opposition ancienne à l'Etat. La libération se poursuit, même dans le domaine économique. Les forces d'émancipation spirituelles ne peuvent être contenues indéfiniment. La façade monolithique des régimes totalitaires ne doit pas nous tromper. Mais nous devons nous garder aussi de nous aventurer sur la patinoire sans savoir patiner. Sous cette réserve, tâchons de multiplier l'envoi de conférenciers, les échanges scientifiques et artistiques. Une évolution analogue à celle de la France au 17^e siècle est possible. La solidarité de la race blanche est, elle aussi, une nécessité qui s'impose de plus en plus. Nous devons et pouvons avoir confiance que l'usage, même partiel, de la liberté nous permet d'affronter le défi.

Prof. Hofer: Das Problem der Ostkontakte lässt sich in drei grundlegende Fragen zusammenfassen:

1. Zwischen dem Erfordernis der Universalität und der restriktiven Auslegung der Neutralitätspolitik, zu welcher sich Prof. Bindschedler anlässlich der zweiten Sitzung der Arbeitsgruppe bekannte, besteht ein gewisses Dilemma. Wie weit müssen Ostkontakte als zur Neutralitätspolitik gehörend betrachtet werden? Es besteht hier eine Unklarheit, die in den Diskussionen um das Auftreten des Chors der Roten Armee deutlich zu Tage trat.

Zur Zeit des Nationalsozialismus hat unser Land eine eindeutige Haltung gezeigt: auch damals legten wir unsere Neutralitätspflichten restriktiv aus. Wenn auch die Universalität an sich ein erstrebenswertes Ziel ist, so birgt sie doch gewisse Gefahren in sich und darf deshalb nicht als unbedingte Voraussetzung zur Neutralitätspolitik betrachtet werden. Es war von jeher das Bestreben der totalitären Mächte, ihr Gedankengut in den Geltungsbereich der Neutralitätspolitik einzubeziehen. Dies dürfen wir nicht hinnehmen.

2. Sind Ostkontakte geeignet, uns eine wirklichkeitstreueren Vorstellung der kommunistischen Welt zu vermitteln? Man hört oft den Vorwurf, der "Antikommunismus" habe das Bild der Welt hinter dem eisernen Vorhang verfälscht: Der Nachweis ist indessen erbracht, dass auch die Kampagne gegen den Antikommunismus von Moskau aus gesteuert wird, auch wenn sie in vereinzelt Fällen von unabhängigen Elementen unterstützt sein mag. Würde es sich nur darum handeln, einem unwissenden, sturen Antikommunismus entgegenzutreten, so wäre diese Kampagne durchaus berechtigt. In Wirklichkeit richtet sie sich aber gegen jede unvoreingenommene Aufklärung über den Kommunismus. Jeder Antikommunist wird schlechthin als blind, friedensfeindlich, faschistisch oder zum Faschismus führend verschrien. Als Beispiel mag ein Aufsatz gelten, der 1961 in der ostzonalen "Zeitschrift für Geschichtswissenschaft" erschien und in welchem versucht wurde, zwei für ihre Gegnerschaft zum Nationalsozialismus bekannte Historiker - einer davon war der Sprechende - als Faschisten hinzustellen.

Antikommunisten befassen sich oft eingehender mit der kommunistischen Welt als andere; jedenfalls kann man der antikommunistischen Aufklärungstätigkeit in der Schweiz nicht vorwerfen, sie entwerfe ein verzerrtes Bild der sowjetischen Wirklichkeit. Was ist denn sowjetische Wirklichkeit? Ist es Oïstrach, ist es die Berliner Mauer? Zweifellos gehören beide dazu. Die Frage ist aber: welche Wirklichkeit ist für uns entscheidend? Wer sich mit dem Anhören sowjetischer Künstler begnügt, erhält ein wesentlich unwirkliches Bild, als wer nur die Berliner Mauer sieht. Die gleiche

Rote Armee, deren Chor im Ausland Jewtuschenkos Friedenslied singt, veranstaltet im eigenen Land ein Preisausschreiben für das beste militärisch-patriotische Theaterstück. Jewtuschenko selbst geriet nach seiner Rückkehr in die Sowjetunion mit der "ändern" sowjetischen Wirklichkeit in Konflikt. Man muss sich deshalb fragen, ob kulturelle Kontakte geeignet sind, uns ein wirklichkeitstreues Bild der sowjetischen Welt zu vermitteln; die gleiche Frage gilt übrigens auch von den Kontakten im Bereiche des Handels und des Sports, deren Ertrag, von uns aus gesehen, als sehr gering bezeichnet werden muss.

Wer sich die Pekinger Oper anhört, trägt nichts zur Völkerverständigung bei, sondern verschafft sich höchstens ein Privatvergnügen. Genau wie ehemals im Dritten Reich dient die Kultur auch in der Sowjetunion ausschliesslich den Zwecken der Partei. Chruchtschow selbst bezeichnete die sieben Künste als eine scharfe ideologische Waffe in der Hand der Partei. Mit der Schönheit der Kunst soll die Wahrheit der politischen Exzesse verdrängt werden. Es sind nicht die gleichen Leute, die sich eine Pekinger Oper anhören oder das Bolschoiballet ansehen und die sich eine realistische Kenntnis der sowjetischen Wirklichkeit verschaffen wollen. Solche künstlerischen Veranstaltungen erfüllen deshalb durchaus ihren Zweck, ein beschönigend einseitiges Bild zu vermitteln. Zu bedenken ist schliesslich auch, dass im allgemeinen nur die Elite, d.h. die Nutzniesser der sowjetischen Gesellschaft und somit ihre natürlichen Verteidiger, in den Westen gelangen.

3. Unbefriedigend sind die Ostkontakte auch deshalb, weil sie nicht auf Gegenseitigkeit beruhen. Mit der Forderung nach Gegenseitigkeit muss unbedingt Ernst gemacht werden, denn nur so kann der Westen aus seiner Abwehrpsychose heraustreten und dem Geist der Freiheit zur Offensive verhelfen. Allerdings wäre es ein grundlegender Irrtum zu glauben, dass damit der Kalte Krieg abgebaut werden könnte. Für den östlichen Partner liegt hier eine Kampfsituation vor, ob wir dies wollen oder nicht. In Wahrheit können Ostkontakte nicht zum Abbau, sondern nur zur Verschärfung der ideologischen Auseinandersetzung führen.

Es liegt ein innerer Widerspruch in der Behauptung, kulturelle Kontakte vermöchten die Spannungen des Kalten Krieges zu mindern. Für den Osten kann eine Vermehrung der Kontakte nur eine Verschärfung des ideologischen Abwehrkampfes zur Folge haben.

Trotzdem sind Ostkontakte auch über das durch die Neutralitätspolitik gebotene Mindestmass hinaus zu befürworten, sofern sie tatsächlich auf Gegenseitigkeit beruhen und im Sinne einer "Offensive der Freiheit" durchgeführt werden. Solange diese Voraussetzungen nicht erfüllt sind, liegt der Nutzen eindeutig auf der Seite des Ostens, auch auf dem Gebiete des Handels.

Ähnlich verhält es sich mit den Sportkontakten. Zitate aus der "Pravda" beweisen, dass Siege der sowjetischen Sportler als Beweis der Ueberlegenheit des Sowjetmenschen und der sozialistischen Gesellschaftsordnung gepriesen werden. Gleichartigen Zwecken wurde bereits die Berliner Olympiade 1936 dienstbar gemacht. Der Begriff des Amateurs wurde dadurch zur blossen Fassade. Wer mit den Kommunisten Sport treibt, treibt auch Politik: dies darf nicht vergessen werden.

Die Aktion der schweizerischen Studenten am Jugendfestival in Helsinki verzeichnete zweifellos gewisse Erfolge. Gerade hier bewies aber die Reaktion der Parteifunktionäre, dass Offensiven dieser Art nicht geduldet werden. Weit erfolgreicher war in dieser Beziehung der Bauernverband, welcher Vertreter von Kolchosen in die Schweiz einlud. Nach dem Besuch gaben diese Vertreter zu, dass das System der Kolchosen für die Schweiz ungeeignet sei.

Wie kann die Gegenseitigkeit praktisch bewerkstelligt werden? Dies ist eine Frage der Organisation. Auf staatlicher Ebene könnten lediglich Kulturabkommen eine gewisse Gegenseitigkeit verbürgen; solche Abkommen fallen aber für uns ausser Betracht. Denkbar wäre es indessen, die neu zu schaffende Kommission für geistige Landesverteidigung mit dieser Aufgabe zu betrauen. Jedenfalls geht es nicht mehr an, das Monopol der Ostkontakte in den Händen der Gesellschaft Schweiz-UdSSR zu belassen. Zunächst muss festgestellt werden, wie weit der Osten zur Gegenseitigkeit bereit ist. Der Sprechende wäre zum Beispiel

- 10 -

durchaus bereit, einen russischen Professor in seinem Seminar sprechen zu lassen - für genügende Vorbereitung der Studenten wäre gesorgt -, sofern einem schweizerischen Professor in sowjetischen Universitäten Gegenrecht gewährt würde. Internationale Kongresse sind hingegen für eine offene Aussprache weniger geeignet. Allzuoft werden unter dem Vorwand der internationalen Höflichkeit propagandistische Voten von Vertretern des Ostblocks zugelassen, während unter dem gleichen Vorwand Entgegnungen westlicher Teilnehmer unterdrückt werden. Lieber keine Kontakte als solche! Wie das Beispiel der Berliner "Kultur-Gespräche" anfangs der 50er Jahre bewies, verfliegt das Interesse des Ostens an Kontakten, sobald er sich ebenbürtigen Gesprächspartnern gegenüber sieht und für die kommunistische Propaganda nichts herauszuholen ist.

Haben wir Angst vor Ostkontakten, wie dies in der Westschweiz gerne behauptet wird? Als Antwort mag darauf hingewiesen werden, dass der Chor der Roten Armee gerade dort die grössten Erfolge buchte, wo Antimilitarismus und Mitläufertum am meisten verbreitet sind. In der französischen Schweiz kommt das Bild des Kommunismus aus Frankreich - der Welschschweizer hört somit, was der Kommunismus vor der Machtübernahme sagt, während die deutsche Schweiz eher darauf hört, was aus dem Kommunismus nach der Machtübernahme wird. Es ist nicht Angst, die uns gegen das Auftreten des Chors der Roten Armee einnahm. Man empfand es bei uns vielmehr als geschmacklos, unsere Nationalhymne vom Chor einer Armee dargeboten zu erhalten, die andere Länder dazu zwang, die ihrige zu vergessen. Diese Zusammenhänge können wir nicht vergessen.

Die ablehnende Haltung der deutschen Schweiz gründet letztlich auf alteingewurzelttem helvetischem Freiheitsbewusstsein, gepaart mit Selbstgenügsamkeit und einem tiefen Misstrauen gegenüber neuen Ideologien. Dieser Geist befähigte uns seinerzeit, auch dem braunen Totalitarismus zu widerstehen. Es mag ein Schuss "Seldwyla" dabei sein - wenn es aber zur entscheidenden Auseinandersetzung kommt, ist

es dieser Geist und nicht der heute gepredigte Non-Konformismus, auf den wir uns verlassen können. "Das kleine Stachelschwein" hat als Symbol für die Schweiz auch heute noch eine gewisse Berechtigung.

Nationalrat Dürrenmatt ist von beiden Referaten beeindruckt, in einem gewissen Sinn ergänzen sie sich. Aber die Reihenfolge hätte eigentlich umgekehrt sein müssen. Prof. Reverdins Ausführungen stellen die von Prof. Hofer umrissenen Grundlagen und Vorbehalte nicht in Frage. Das Problem der Neutralitätspolitik wird noch näher zu erörtern sein; wie aus beiden Referaten hervorgeht, lässt sich das Problem nicht durch einen neutralistischen Balanceakt lösen. Bei der Diskussion hierüber wird jedenfalls vom Grundsatz der Universalität und der Solidarität auszugehen sein.

Es ist nicht uninteressant, festzustellen, dass sich Prof. Reverdins Beispiele vorzugsweise auf Satelliten-Staaten beziehen, während Prof. Hofer sein Augenmerk vornehmlich auf die Sowjetunion richtet.

Das Problem der Ostkontakte kann nicht mehr auf einen einzigen Nenner gebracht werden; gegenüber der Sowjetunion stellt es sich anders als gegenüber den Satelliten-Ländern, gegenüber China oder in Bezug auf die dritte kommunistische Generation in den Entwicklungsländern (Kuba).

Sicher ist, dass das Problem heute nicht mehr sich selbst überlassen werden kann. Die Subkommission des Landesverteidigungsrates für geistige Landesverteidigung hat sich denn auch bereits die Frage gestellt, wie die geistige Landesverteidigung gegen den Kommunismus zu gestalten ist. Diese darf sich jedenfalls nicht auf blosse Abwehr beschränken. Die gebotene Haltung lässt sich vielleicht am besten in den Stichworten "Widerstand und Begegnung" zusammenfassen. Zunächst tut vermehrte Besinnung auf das Wesentliche unserer Politik not. Sodann muss aber auch der Wille zur Konfrontation mit der kommunistischen Welt geweckt werden. Blosse Abwehr genügt nicht: wir müssen die Begegnung suchen und die Menschen dafür schulen.

Das bereits erwähnte Beispiel der Religionskriege in Frankreich, wie auch das oft zitierte Beispiel der Auseinandersetzung zwischen Christentum und Islam, ist wie alle historischen Vergleiche nur beschränkt zulässig. Beide Beispiele zeigen aber, dass der Widerstand nicht sinnlos, sondern im Gegenteil notwendige Voraussetzung zur späteren Verständigung war. Es muss indessen daran erinnert werden, dass das Edikt von Nantes die Religionskriege nicht endgültig beilegte, und auch in der neuesten Geschichte beweist das Beispiel Zyperns, dass vernarbte Wunden wieder aufreissen können.

Die Erkenntnis der Notwendigkeit der Koexistenz besagt nichts über die Berechtigung des ideologischen Widerstandes, diese besteht im Gegenteil unvermindert fort.

Unsere Ostkontakte bedürfen der Koordination, allerdings auf freiwilliger Basis. Diese Aufgabe könnte zum Beispiel einer Stiftung nach dem Muster der Pro Helvetia übertragen werden. Eine Verständigung hierüber, namentlich zwischen der deutschen und der welschen Schweiz, kann und muss auch im Interesse einer klaren, einheitlichen Aussenpolitik unseres Landes gefunden werden. Es geht nicht an, dass einzelne Kantone eine eigene Aussenpolitik betreiben, die von jener des Bundes abweicht und sie durchkreuzt. Wir müssen versuchen, die Einigkeit, zu der wir in diesem Gremium gelangt sind, auf das ganze Schweizervolk zu übertragen.

Bundesrat Wahlen: Um Missverständnisse zu vermeiden, sei darauf hingewiesen, dass die kürzlich im Zusammenhang mit dem Rücktrittsgesuch von Oberst Binder erlassene Verlautbarung aus dem Bundeshaus auf einem Irrtum beruht, indem die Zulassung des Chors der Roten Armee als mit der Neutralitätspolitik im weitesten Sinne vereinbar erklärt wurde. Der Neutralitätsbegriff hat hier nichts zu suchen, und seine Verwendung in der fraglichen Pressemitteilung muss als ein bedauerlicher Betriebsunfall angesehen werden.

Der Bundesrat hat sich mit der neuerdings vermehrt zutage getretenen Verschiedenheit der Haltung der deutschen und der französischen Schweiz zum Problem der Ostkontakte befasst und ist darüber

beunruhigt. Er ist bemüht, zu einer einheitlichen Einstellung zu dieser Frage beizutragen. Zu diesem Zweck müssen die Gründe der Verschiedenheit untersucht werden. Die bewusste Pflege der "Stachelschwein"-Haltung hat zweifellos ihre guten Seiten; indessen muss doch festgestellt werden, dass die Aufklärungstätigkeit in der Schweiz oft zu einseitig negativ war. So wurde bisweilen der Eindruck erweckt, dass es genüge, ein guter Ant kommunist zu sein, und dass damit das Pensum der staatsbürgerlichen Pflichten erfüllt sei. Dies führte dazu, dass wichtigen innenpolitischen Problemen zu wenig Beachtung geschenkt wurde.

Die Widersprüche, die sich aus einem undifferenzierten Antikommunismus ergeben, sind im Fall des Obersten Binder deutlich hervorgetreten. Der Chor der Roten Armee gastierte in Ländern, die in einem gegen den Ostblock gerichteten Bündnis stehen, und sein Auftreten ist dort ohne Emotionen hingenommen worden. Dies trifft ebenfalls für die USA zu, deren Bevölkerung auch nicht gegen die Weizenlieferungen an die Sowjetunion remonstrierte, obschon die Soldaten dieses Landes im Konfliktfall sofort ihr Leben in die Schanze schlagen müssten, ja im Falle Südvietnam sogar heute in der aktiven Verteidigung des Westens stehen. Die schweizerische Armee aber würde sich in einem solchen Konfliktfall wie eh und je auf den Schutz unserer Neutralität und Unabhängigkeit im Angriffsfall beschränken. Oberst Binder hat sich wohl kaum überlegt, wie schwierig es für den schweizerischen Aussenminister ist, die Haltung eines Volkes zu erklären, das unter den westlichen Ländern den Antikommunismus weitaus am schärfsten vertritt, die Anbahnung eines Ausgleichs auch in Form von kulturellen Kontakten ablehnt, und gleichzeitig den Anspruch erhebt, durch seine staatliche Neutralitätspolitik Träger einer besonderen Friedensmission zu sein. Die Ausnahmestellung, die ein Teil unseres Volkes beansprucht, wird besonders deutlich, wenn man etwa an die Haltung des österreichischen Volkes denkt, das die sowjetische Besetzung am eigenen Leibe erlebte.

Auch wenn man den Kommunismus ablehnt, kann man sich der Einsicht nicht verschliessen, dass eine Aussprache unerlässlich ist, denn die einzige Alternative wäre die Vernichtung der Welt durch den atomaren Krieg. Nur die Hoffnung auf eine langsame Beruhigung des Konflikts, auf eine Entspannung im wahren Sinne des Wortes, kann unsere Haltung bestimmen; dass eine solche Hoffnung berechtigt ist, beweisen die bereits erwähnten geschichtlichen Beispiele. Man kann sich zwar kaum vor-

stellen, dass wir eine Verständigung im Sinne dieser Beispiele noch erleben werden, aber wir dürfen die Hoffnung nicht aufgeben, dass sie in einer fernen Zukunft Wirklichkeit werden kann.

Auch das bedauerliche Ergebnis der Aargauer Abstimmung muss nach dem unglücklicherweise sogar von einer Kantonsregierung konstruierten Zusammenhang zwischen der Landesausstellung und dem Auftreten des Roten Chors unter diesem Gesichtspunkt betrachtet werden. Dieser Vorfall sollte keinesfalls dramatisiert, sondern vielmehr beschwörend behandelt werden. Es wäre tragisch, wenn ausgerechnet die bevorstehende Landesausstellung dazu führen sollte, einen Graben zwischen der deutschen und der französischen Schweiz aufzureissen.

Die Formulierung "Widerstand - Begegnung" ist zu begrüßen; ähnlich wie die Formel "Neutralität und Solidarität" enthält sie in gewissem Sinne eine Antithese, die immer wieder zu neuem Denken zwingt. Auf der Ebene des Bundes sollten die Kontakte vermehrt gefördert werden. Der Bundesrat wäre der Arbeitsgruppe für konkrete Vorschläge in dieser Hinsicht dankbar.

Minister Weitnauer verliest die schriftlich erhaltene Meinungsäußerung von Prof. J.R. v. Salis:

"Da es sich um "historische Standortbestimmung" handelt, darf ich sagen, dass ich als Forscher auf dem Gebiet der neueren Geschichte und der Politischen Wissenschaft den Streit der Ideologien als historischen Faktor nie sehr hoch bewertet habe. Andere, historische, geographische, wirtschaftliche, vor allem nationale Faktoren haben eine grössere Wirkung. Ich habe das bereits zur Zeit Hitlers geschrieben und erhielt damals einen zustimmenden Brief von Herrn Bundesrat Motta, der mir sagte, er müsse mir recht geben, wenn ich sagte, dass sich hinter den Ideologien die Interessen verbergen. Heute müssen die damaligen Feststellungen noch dahin ergänzt werden, dass der Kommunismus und die Politik der Sowjetunion ein völlig anderes Phänomen als der Nationalsozialismus und die Politik Hitlers sind.

Die von Emotionen und Affekten genährte Stimmung in gewissen Kreisen der deutschen Schweiz ist keine gute Politik. Es müsste zuerst einmal eine sachliche Kenntnis der wirklichen Tatbestände und Verhältnisse versucht werden, was nur durch das Mittel vermehrter

Kontakte - wie sie heute in allen westlichen Staaten üblich sind - mit der Oststaatenwelt erreicht werden kann. An unsern Hochschulen, die Kontakt mit der russischen, polnischen usw. Wissenschaft haben, ist das bereits ziemlich weitgehend der Fall (an der ETH beschäftigen wir einen vollamtlichen Uebersetzer für die russischen wissenschaftlichen Publikationen).

Es ist ferner aussenpolitisch für uns von Vorteil, dass die osteuropäischen Länder an der Neutralität der beiden Alpenrepubliken Oesterreich und Schweiz interessiert sind. Diese beiden Länder und das nicht-engagierte Jugoslawien schneiden Italien vom Kontakt mit den Ländern des Ostblocks ab und würden im Kriegsfall den Italienern eine Politik der Nichtkriegführung erleichtern. Somit ist auch das strategische Argument einem guten Verhältnis zu den Oststaaten günstig, im Falle, dass auf der norddeutschen Ebene gekämpft würde.

Ich stimme mit dem Zürcher Ständerat Zellweger überein, der unlängst in einem Referat erklärt hat, die innenpolitischen Nachteile stünden in keinem Verhältnis zu den aussenpolitischen Belastungen, die unser Land infolge der Ablehnung der Kontakte mit dem Osten durch die öffentliche Meinung zu tragen hat. Wir stehen ja in der paradoxen Lage, weit hinter den Ländern des Atlantikpaktes nachzuhinken, so dass die Politiker und Diplomaten weder im Westen noch im Osten verstehen können, warum gerade die - angeblich - neutrale Schweiz mit besonderem Eifer den Kalten Krieg fortsetzt. Ich bin überzeugt, dass auch diese Kriegspsychose, wie jede Kriegspsychose, allmählich abflauen und einer gesünderen Betrachtungsweise Platz machen wird. Als Männer der Wissenschaft sind ja die Historiker besonders dazu berufen, zu einer Versachlichung der politischen Streitfragen und zu einer wirklich unbefangenen Kenntnis der Tatbestände beizutragen. Als Beitrag zu dem Thema Ost-West darf ich vielleicht auf das neue Buch des Pariser Juristen und Professors Maurice Duverger: "Introduction à la politique" hinweisen, das die gegenwärtig allenthalben in Fluss geratene Neubewertung der internationalen Fragen gut beleuchtet. Ich stimme meinem Kollegen Duverger auch zu, wenn er sagt, es sei sehr unwahrscheinlich, dass Westeuropa kommunistisch werden könne, und ebenso unwahrscheinlich, dass Osteuropa zur kapitalistischen Wirtschaftsform zurückkehren könne.

Er hebt auch die immer deutlicher in Erscheinung tretende Aehnlichkeit zwischen der Industriegesellschaft des Westens und des Ostens hervor."

Ambassadeur Ruegger: Le problème des contacts avec l'Est doit être considéré aussi à la lumière de certains principes du droit international. Il est vrai que les devoirs juridiques de l'Etat neutre ne sauraient faire en droit l'objet d'une interprétation extensive. Mais il y a aussi la politique de neutralité qui doit amener l'Etat perpétuellement et institutionnellement neutre à observer, même en temps de paix précaire, une ligne qui restreint les discriminations. Les considérations générales émises par le Conseil fédéral dans son message du 4 août 1919 sur l'accession de la Suisse à la Société des Nations gardent aujourd'hui encore toute leur valeur.

Il y a un autre fait important: l'URSS, dont on ignorait l'attitude envers les Conventions de la Haye - en particulier celle sur les droits et devoirs des puissances neutres en cas de guerre - désire, ainsi que cela ressort des communications et notifications concluantes faites à la Haye, figurer parmi les signataires des Conventions acceptées, en 1899 et 1907, par la Russie.

La notion de la neutralité est toujours basée, en dernière analyse, sur la conception de l'égalité de traitement dans la mesure du possible. L'Etat qui fait de sa neutralité une institution permanente doit en tenir compte dans sa politique.

En outre, en présence du premier accord de commerce entre la Suisse et l'URSS, dont l'un des articles préconise des échanges économiques, il serait difficile de freiner trop ces échanges que d'autres pays tendent à développer.

Enfin, la Confédération a signé à Vienne en 1961 et 1963 deux conventions universelles : la Convention sur les relations diplomatiques et celles sur les relations consulaires. Ces conventions ne se bornent pas à codifier le droit international coutumier dans leur domaine, mais développent le droit existant auparavant. Elles contiennent entre autres un catalogue des tâches des représentants diplomatiques et consulaires, et parmi ces tâches figurent la sauvegarde des intérêts économiques et le maintien des relations culturelles. En ratifiant la première de ces conventions déjà, la Suisse a implicitement accepté le devoir d'entretenir des contacts aussi dans les domaines économique et culturel. Le public suisse pourrait être averti de ce fait. L'occasion

s'en présentera lors de la ratification de la convention sur les relations consulaires.

Sur le plan général, il convient de rappeler d'abord que les formules politiques, quelles qu'elles soient, ont la vie relativement courte. Une formule célèbre, à cet égard, est celle de Kipling: "East is East and West is West, and the twain shall never meet". Aujourd'hui les termes "Ouest" et "Est" ont pris une autre signification. Des pays qui furent des colonies, en Afrique, en Asie, se situent à l'"Ouest". La Suisse ne peut se placer presque seule aujourd'hui à l'aile droite de l'Ouest. Lord Home lui-même déclare qu'un communiste bien nourri vaut mieux qu'un communiste affamé. A longue vue, cela est certainement exact. Nous devons nous garder de limiter nos possibilités d'action en nous accrochant à l'idée que notre isolement est notre force. Notre force peut résider bien plus dans le rôle d'intermédiaire neutre, de pays pouvant virtuellement prêter ses bons offices entre des communautés diverses, le cas échéant même au profit de l'Occident, entre les communautés économiques de l'Ouest et de l'Est.

Il va de soi que nous ne saurions nous dispenser de la vigilance préconisée par le Prof. Hofer et qui doit être grande. Nous pouvons confronter les opinions sans rien céder pour autant de nos propres convictions, certains de la justesse des ces dernières. Notre abstention risquerait fort d'apparaître comme un signe de faiblesse, comme un manque de confiance en nous-même.

Le Ministre de Salis approuve les conclusions de l'Ambassadeur Rüeegger.

L'Union soviétique existe depuis bientôt 50 ans. Autant dire qu'elle ne changera pas par une action conduite de l'extérieur. Le Conseil fédéral a décidé, avec raison d'ailleurs, de renouer les relations diplomatiques avec elle. Nous devons donc jouer le jeu.

Le problème de nos relations avec l'Est doit être considéré aussi à la lumière des divergences qui ont surgi entre le Marché commun et la Zone de libre-échange dont nous faisons partie. Dès lors que nous ne pouvons adhérer au Marché commun dans sa forme actuelle, nous devons développer nos échanges avec les autres pays, dont ceux de l'Est. Nous avons tout lieu de croire que les pays de l'Est sont prêts à amplifier leurs échanges avec la Suisse, et nous devons^{le} faire, même si cela est aussi à leur avantage.

En ce qui concerne les relations culturelles, il se peut que le

- 18 -

Choeur de l'Armée Rouge ait été un cas limite; néanmoins nous ne pouvons nous opposer à des manifestations de ce genre aussi longtemps que nous entretenons des relations normales avec les pays de l'Est.

Dans le domaine des relations sportives, rappelons que de nombreux sportifs des pays communistes profitent de leur séjour dans un pays occidental pour choisir la liberté. De telles défections produisent sans doute autant d'effet, sinon plus, que les victoires sportives communistes.

Nous devons essayer de développer les contacts, même si nous ne pouvons prévoir le succès de l'entreprise. Si nos efforts échouent, nous aurons du moins la conscience d'avoir fait ce qui est en notre pouvoir.

Ambassadeur Micheli: Le Département politique serait heureux de connaître l'avis du groupe de travail sur la façon dont il conviendrait de réaliser la réciprocité et de sortir de la défensive. Nos efforts dans ce sens doivent être organisés. Comment faut-il concevoir l'organisation de nos échanges culturels avec l'Est?

Prof. Lüthy fasst seine Stellungnahme in drei Punkten zusammen:

1. Die Probleme unserer Beziehungen zur kommunistischen Ideologie und zu den kommunistischen Staaten sind nicht identisch. Es ist gefährlich, den Begriff der Neutralität mit dem Problem der ideologischen Beziehungen zu vermengen. Unsere Neutralität verpflichtet uns gewiss nicht dazu, den Chor der Roten Armee bei uns auftreten zu lassen, sie verpflichtet uns aber erst recht nicht, uns in die vorderste Schanze des Atlantikpaktes zu werfen.
2. Der helvetische Antikommunismus im Nebelspalter-Stil kommt systematischem Defaitismus gleich. Der Kommunismus ist nicht auf dem Vormarsch, weder machtpolitisch noch ideologisch. Er befindet sich im Gegenteil in voller Krise. Die Wirksamkeit kommunistischer Propaganda wird leicht überschätzt und man übersieht ihre Fehlschläge (Lumumba-Universität!). Sie nährt sich praktisch nur noch aus der Kritik am Westen. Wir aber laufen Gefahr, jede Kritik am Westen als kommunistische Propaganda abzutun. Die Dinge sind bereits so weit gediehen, dass zum Beispiel Meldungen über die Ungereimtheiten um

- 19 -

den Mord an Präsident Kennedy und die Misstände, die er ans Tageslicht brachte, in der "Neuen Zürcher Zeitung" als Brunnenvergiftungen "aus dem Osten" weitergegeben wurden, während die gleichen Meldungen den liberalen amerikanischen und vor allem französischen Zeitungen entnommen werden konnten.

3. Soll unsere Auseinandersetzung mit der kommunistischen Ideologie auf staatlicher Ebene organisiert werden? Eine solche Lösung gibt zu schwersten Bedenken Anlass. Wenn wir ein Amt für Ostbeziehungen nach kommunistischem Muster einrichten, laufen wir dem Osten in die Falle. Auf staatlicher Ebene können wir keine Gegenseitigkeit bieten; es fehlen uns die Mittel dazu. Wir müssen dem einzelnen Menschen Vertrauen schenken, auch wenn sein Scharfblick nicht vollkommen ist. Auch Sympathisanten können bei Reisen hinter den eisernen Vorhang die Augen aufgehen. Leute wie Russell oder Sartre, die bei uns als Mitläufer gelten, wirken in den kommunistischen Ländern als Unruhestifter. Der Einfluss Sartres wirkt sich in der Tat in Polen viel störender aus als in der Schweiz! Unsere Waffe liegt gerade in der Spontaneität der Kontakte. Je freier sich diese gestalten, desto besser kann der Bazillus der Freiheit hinter den eisernen Vorhang dringen. Nützlich wäre ein Sekretariat wie jenes der Pro Helvetia, welches ausschliesslich als Beratungs- und Auskunftsort in Erscheinung treten würde. Organisierte Kontakte hingegen sind abzulehnen. Solche Kontakte würden unseren Vertretern den Anschein geben, in offizieller Eigenschaft zu reisen und sie dementsprechend in ihrer Ausdrucksfreiheit beschränken. Der Rote Chor hat wohl kaum jemanden zum Kommunismus bekehrt, so wenig wie die Pekinger Oper einen Schweizer Bauern für die Volkskommunen begeistern würde.

Die Beschränkung der Einfuhr östlichen Kulturgutes hat ironischerweise zur Folge, dass nur preisgekrönte Spitzenleistungen zu uns gelangen. Würde das Schweizervolk mehr von der Durchschnittsproduktion östlicher Länder sehen, so würde es die Spitzenprodukte als das erkennen, was sie sind - als seltene Ausnahmen.

- 20 -

Oberstkorpskdt. Uhlmann: Auf die Gefahr hin, als "Erz-Stachelschwein" betrachtet zu werden, und bei vollem Verständnis für Prof. Lüthys Ausführungen, muss doch auf einen wesentlichen Punkt hingewiesen werden. Wir wissen wohl, dass die kommunistische Ideologie für uns keine Gefahr darstellt; aber was heisst "wir"? Zwischen der Haltung der Schweiz als Staat und jener der schweizerischen Oeffentlichkeit besteht ein Unterschied, über welchen oft noch nicht genügend Klarheit besteht. Die Organe des Staates wissen, wie sie sich zu verhalten haben; wie aber kann die Haltung des Schweizervolkes als solches beeinflusst werden? Die ideologische Krise des Kommunismus ist erwiesen, seine militärische Macht bleibt indessen bestehen und übt ihre Anziehungskraft weiterhin auch auf die asiatischen und afrikanischen Völker aus. Vor einer Verharmlosung der sowjetischen Gefahr muss deshalb gewarnt werden. Die im Rahmen unserer Truppe organisierten Aussprachen haben den Nachweis erbracht, dass diese das Bedürfnis hat, sich mit dem Kommunismus ernsthaft auseinanderzusetzen, wobei allerdings gewisse Unterschiede zwischen Einheiten der Westschweiz und der Ostschweiz festzustellen sind. Die Sektion "Heer und Haus" will die Truppe darauf hinweisen, was wir dem Kommunismus entgegenzustellen haben. Bisweilen wurde der Vorwurf laut - besonders von westschweizerischer Seite - dies sei Parteipolitik. Sicher ist indessen, dass die Aktion der Sektion "Heer und Haus" positive Ergebnisse zeitigt. Besonders bei den Wehrmännern der deutschen Schweiz ist ein gesundes ablehnendes Empfinden festzustellen, ohne dass der Kommunismus als die akute Gefahr hingestellt würde. Wir müssen uns davor hüten, diese Ablehnung zu schwächen.

Zur Frage der Gegenseitigkeit mag als Beispiel dienen, dass die Schweizerische Offiziersgesellschaft mehrmals versuchte, russische Referenten einzuladen, bisher jedoch vergeblich. Die Antwort Moskaus lautete jedesmal, die der deutschen oder französischen Sprache mächtigen Offiziere seien "überlastet und stünden nicht für Reisen zur Verfügung".

Das Beispiel der sowjetischen Skifahrer, die sich zu Trainingszwecken in Andermatt aufhielten und bei dieser Gelegenheit Vermessungen im Festungsgebiet vorzunehmen versuchten, beweist, dass auch auf dem Gebiet der Sportkontakte Vorsicht geboten ist.

- 21 -

Grundsätzlich muss die Frage gestellt werden, ob wir uns nicht Illusionen hingegen, wenn wir glauben, mit dem Kommunismus eine positive Aussprache pflegen und mit dem russischen Volk wirkliche Kontakt aufnehmen zu können. Wir dürfen nicht der Hoffnung huldigen, den Kommunismus mit solchen Kontakten aufweichen zu können.

Trotzdem müssen wir die geistigen Kontakte pflegen; die Menschen im Osten müssen wissen, dass ihnen diese Möglichkeit noch offensteht. Sie darf aber nicht durch staatliche Organe bewerkstelligt werden. Die Gefahr der eigenen geistigen Aufweichung ist im Auge zu behalten. Auch die Westschweiz darf als geistig gesund und gegen den Kommunismus gefeit gelten; auf lange Sicht dürfen wir indessen nicht vergessen, dass der Osten in dieser Beziehung am längeren Hebelarm sitzt. Die Förderung der Ostkontakte muss durch private Institutionen erfolgen; die entscheidende Aufgabe muss indessen jedenfalls darin gesehen werden, unsere geistige Gesundheit zu erhalten.

Nationalrat Wick: Die Aufweichung des sowjetischen Kommunismus ist unbestritten. Gerade diese Tatsache wird aber von Sowjetrussland dazu benützt, dem Westen ein falsches Bild des Kommunismus zu vermitteln.

Der Kommunismus ist in der Sowjetunion nicht Selbstzweck, sondern in erster Linie ein Mittel zur Machterweiterung. Sowjetische Filme sind bisweilen weniger kommunistisch als gewisse westliche Filme. Das Beispiel der sowjetischen Filme zeigt aber auch, dass eine wirkliche Gegenseitigkeit des Austausches nicht möglich ist. Russische Filme sind in der Schweiz jedem zugänglich und können jeden beeinflussen; ein Schweizerfilm würde hingegen in der Sowjetunion nur der Elite zu Gesicht kommen. Auch rein mengenmässig können wir keine Gegenseitigkeit bieten. Das Missverhältnis zwischen Angebot und Nachfrage ist offensichtlich: Grosse Nachfrage, kleines Angebot der Schweiz, kleine Nachfrage, grosses Angebot seitens der Sowjetunion.

In Austausch von Veröffentlichungen haben wir eher gewisse Aussicht, unseren Einfluss zur Geltung zu bringen, aber auch hier wohl nur in gewissen Satelliten-Ländern, wo die Veröffentlichungen an das Volk gelangen.

Es sollte näher untersucht werden, wie weit die bisherigen Ostkontakte in der Schweiz einen zersetzenden Einfluss auszuüben vermochten. Alle Anzeichen deuten darauf hin, dass die Bilanz zu unserem Nachteil ausfällt. Zu vermeiden ist jedenfalls jede Form von Kulturabkommen, die infolge des Missverhältnisses von Angebot und Nachfrage ~~uns nur~~ zum Nachteil gereichen könnten.

Prof. Böhler: Seitens der Studenten wird bisweilen vermehrte Information über die Sowjetunion verlangt. Oft aber wissen die Studenten nicht einmal, was bereits geboten wird. Was sie wollen, ist eine Art antikommunistische Schnellbleiche. Davon kann indessen keine Wirkung erwartet werden.

Die eigentliche Gefahr kommt nicht aus dem Osten, sondern liegt in unseren eigenen Tendenzen, die sich, in Frankreich zum Beispiel, im Ruf nach vermehrter staatlicher Planung offenbaren und deren Einfluss auch auf unser Land übergreift. Die Gefahr besteht darin, die Wachsamkeit nur gegen Osten zu richten; dort bedroht uns nur der sowjetische Nationalismus, gegen den unser Volk abwehrbereit ist. Wir sollten in Zukunft strenger unterscheiden, was kommunistische Idee ist, - mit der wir uns aneinanderzusetzen haben - und was Russlands Nationalismus und Machtpolitik ist.

Minister Weitnauer: Aus dem Referat von Prof. Hofer spricht die Notwendigkeit des geistigen Freiheitskampfes, in welchem wir nicht unterliegen dürfen. Die Gefahr der Zersetzung sollte indessen auch für die junge Generation nicht überschätzt werden. Die Ausführungen Prof. Reverdins widerspiegeln andererseits die gelassene Haltung, mit welcher die Westschweiz die kommunistische Bedrohung beurteilt; man ist dort überzeugt, dass die Zeit für den Westen arbeitet. In der Tat kann man sich fragen, ob unserem Patriotismus nicht von anderer Seite grössere Gefahren drohen. Unser Antikommunismus ist zweifellos ein Ausdruck geistiger Gesundheit; zur geistigen Landesverteidigung dürfte er indessen vielleicht nicht so unerlässlich sein, wie dargelegt wurde.

Kontakte mit der östlichen Welt sind unvermeidlich. Wir müssen dabei von zwei Grundsätzen ausgehen:

1. Die Entscheidungsfreiheit des Schweizers muss gewährleistet bleiben. Wir wollen keinen organisierten Antikommunismus.
2. Was wir in dieser Auseinandersetzung übernehmen, soll unsere ausenpolitische Stellung nicht schwächen, sondern stärken.

Daraus folgt, dass wir uns hüten müssen, die Gegenseitigkeit in einer Weise zu organisieren, die uns schaden kann. Wir dürfen sie nicht als Kampfmittel auffassen. Koestlers Ruf nach Zeitgewinn ist intern auch für uns gültig. Dass der Osten eine Krise durchmacht, dürfte zutreffen, wenn auch fraglich ist, ob ein Zusammenbruch, wie der Faschismus ihn erlebte, im Bereich des Möglichen liegt. Jedenfalls liegt es ^{unserem} im Interesse, die Entwicklung nicht zu forcieren.

M. Reverdin approuve les réserves formulées par le Prof. Lüthy: nos contact avec l'Est ne doivent en effet pas être confiés à un organisme officiel. Ce qu'il nous faut, c'est un centre de documentation qui soit en mesure de prêter aide et conseil à ceux qui se rendent dans les pays de l'Est, ainsi que des crédits pour financer des voyages de conférenciers ou d'ensembles artistiques dont l'initiative doit rester libre. Le danger d'infection est minime pour nous. L'Est entreprend un énorme effort pour diffuser sa culture. C'est là un défi que nous devons relever. Les oeuvres de Keller, Pestalozzi, Rousseau doivent trouver accès aux rayons des bibliothèques russes, où ils agiront par eux-mêmes. Dans nos rapports avec la France et l'Allemagne, nous n'avons jamais soulevé la question de la réciprocité; cela ne nous a pas empêché de marquer des points. Réciprocité ne signifie pas nécessairement parité! Gardons-nous par ailleurs de l'esprit de missionnaire: nous avons aussi à recevoir.

Prof. Hofer: Zutreffend ist, dass wir uns in einer Kampfsituation befinden, die nicht von unserem Willen abhängt und der wir nicht entgehen können. Der Kalte Krieg geht weiter, auch wenn er die Form der friedlichen Koexistenz annimmt. Wir haben nur die Wahl, den

Kampf über uns ergehen zu lassen oder uns ihm zu stellen. Wenn sich die Sowjetunion heute in einem gewissen Masse in der Defensive befindet, so ist das niemals auf Nachgiebigkeit, sondern im Gegenteil auf die Stärke der westlichen Haltung, namentlich in Berlin und Kuba, zurückzuführen. Ein Nachlassen unseres Widerstandes würde nur wieder zu einer härteren Politik der Sowjetunion führen.

Eine staatlich organisierte Gegenseitigkeit der Kontakte ist sicher nicht zu befürworten. Das Erfordernis der Gegenseitigkeit bleibt nichtsdestoweniger bestehen, denn das Problem des Chors der Roten Armee wird sich in der einen oder andern Form immer wieder stellen. Unsere öffentliche Meinung darf auf die Dauer nicht vernachlässigt werden, denn sie bestimmt schliesslich die Politik unserer Behörden. Wir können und müssen aufklärend wirken.

Der Behauptung, der Westen sei geistig überlegen, kann man grundsätzlich beipflichten. Aber für wen hat dies Gültigkeit? Die Urteilsfähigkeit der Elite darf nicht ohne weiteres beim ganzen Volk vorausgesetzt werden. Mit Naivität kann viel Unheil angerichtet werden. Unsere Ueberlegungen müssen den Durchschnittsmenschen berücksichtigen, welchem oft elementare Kenntnisse fehlen. Hüten wir uns davor, ein zu optimistisches Bild zu malen!

Minister Weitnauer: Die heutige Diskussion vermittelte bereits einen guten Ueberblick über das Problem der Ostkontakte. Indessen wäre es vielleicht empfehlenswert, das Thema nochmals aufzugreifen, wenn konkrete Unterlagen, wie Nationalrat Wick sie wünscht, vorliegen.